

Les usages politiques de l'histoire dans la dynamique de mobilisation communiste

Julian Mischi
INRA / CESAER (Dijon)

Conformément aux pistes proposées pour ce colloque, il s'agit ici moins d'évoquer les résultats empiriques d'une recherche portant sur les usages de l'histoire, du passé et de la mémoire dans les mouvements sociaux que d'aborder les enjeux et les méthodes qu'une telle approche implique. Plus précisément, la recherche sur laquelle on s'appuie ici porte sur les usages du passé dans la dynamique de mobilisation communiste. On parle de mobilisation car le « communisme » appréhendé ne se réduit pas à son institution centrale mais embrasse également ses effets de politisation et les appropriations populaires dont il est objet. Avec un tel objet de recherche, l'enquête, par héritage, se situe au cœur de l'hybridation entre l'histoire et la sociologie politique puisque le mouvement communiste est investi par les historiens tout en étant au cœur du dynamisme d'une sociologie politique soucieuse d'historicisation, avec notamment les travaux de Bernard Pudal (1989) et Frédéric Matonti (2005). En nous intéressant à la question de l'évolution de la politisation des classes populaires, la recherche s'est d'autre part inspirée des enquêtes de terrain relevant d'une histoire sociale localisée, à l'instar de la riche investigation menée par Jean-Noël Retière à Lanester (1993).

Conduite dans quatre terrains choisis pour leur diversité sociale et politique (la région de Longwy en Meurthe-et-Moselle, le bocage bourbonnais au centre de l'Allier, le bassin industriel de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique et l'agglomération grenobloise en Isère), notre recherche repose à la fois sur l'exploitation d'archives organisationnelles, la conduite d'entretiens semi-directifs et une observation ethnographique *in situ*. A ce souci empirique situant la mobilisation politique étudiée dans l'espace social des pratiques, s'ajoute une attention portée aux mécanismes organisationnels de politisation puisque l'on s'intéresse à l'encadrement partisan des sociabilités populaires, aux technologies institutionnelles favorisant l'identification au parti. On s'inscrit ainsi dans une perspective socio-historique, telle qu'elle est présentée par François Buton et Nicolas Mariot (2006), c'est-à-dire moins une méthode spécifique qu'une démarche combinant les principes fondateurs de la sociologie et

de l'histoire et s'attachant tout particulièrement à la critique de la réification des rapports sociaux et au dévoilement des rapports de pouvoir.

Dans le cadre de cette prise en compte des processus d'homogénéisation partisane, on s'est particulièrement intéressé aux rôles des récits tournés vers le passé, objet de cette contribution qui, au risque d'être surplombante, vise à présenter quelques pistes générales autour des usages communistes du passé à partir des terrains enquêtés sans s'appuyer, faute de place, longuement sur eux. Alors que la problématique en terme d'« invention des traditions », héritée d'une certaine lecture de Eric Hobsbawm et Talcot Ranger (1992), peut tendre à porter essentiellement le regard vers l'histoire des représentations collectives en laissant de côté les conditions sociales de leur diffusion, on voudrait ici souligner en particulier l'intérêt de s'attacher à l'articulation entre les discours mémoriels et les pratiques sociales qui les portent. Pour éviter un « constructivisme discursif » qui « se limite trop souvent à l'étude des discours revivalistes en oubliant d'intégrer les pratiques sociales » (Laferté, 2006, 13), on montrera tout d'abord les enjeux d'une approche en terme d'usages sociaux du passé, puis l'importance des jeux d'échelles pour ne pas appréhender les « mémoires individuelles » ou le « discours institutionnel » hors du contexte social de leurs interactions, avant de mettre l'accent sur certaines conditions socio-politiques qui expliquent le succès et l'évolution du travail mémoriel du PCF.

Les gestions communistes du passé

La mise au jour des processus d'homogénéisation d'une institution passe par l'étude des technologies dont elle use pour se consolider et pour uniformiser les pratiques dont elle est le support. Dans le cas d'une entreprise partisane, l'intérêt porté à la cristallisation institutionnelle induit un travail sur les techniques d'encadrement de ses groupes porteurs et de ses réseaux de soutien : formation d'une élite militante, diffusion d'une discipline organisationnelle, vérification des apprentissages militants, etc. Ces pratiques d'homogénéisation du corps militant reposent également sur des techniques de mises en scènes symboliques. Les instances de socialisation partisane transmettent un code institutionnel de conduite, dont l'intériorisation est sanctionnée par diverses procédures organisationnelles comme le contrôle biographique (Pennetier et Pudal, 2002), mais également un corpus de référents culturels communs porté par des pratiques sociales cohésives : célébrations, fêtes, défilés, etc.

Commémoration d'épisodes fondateurs, héroïsation des précurseurs et pionniers, déploiement de récits généalogiques, le travail symbolique de cohésion est surtout tourné vers le passé. L'objectif est double. De l'ordre de l'identification d'une part, avec des opérations visant à faire émerger une mémoire militante tendanciellement unifiante autour de certaines célébrations communes qui rapprochent des groupes professionnels, générationnels et régionaux divers. De l'ordre de la légitimation d'autre part, avec des célébrations, notamment de la Révolution Française et de la Résistance, visant à donner une légitimité nationale à un parti dont les adversaires stigmatisent son attachement au système soviétique.

« Traditions rurales » et usages du passé

Généralement appréhendées au plan national, ces opérations d'identification et de légitimation s'observent également à l'échelon local, avec un investissement du passé des territoires où les réseaux communistes se structurent. C'est l'un des apports essentiels de la monographie de Michel Hastings (1991) sur Halluin dans l'entre-deux-guerres, que de souligner comment les communistes se parent de formes, discursives et pratiques, de mobilisation héritées du passé.

Dans l'Allier, où l'on a enquêté, les militants communistes inscrivent continuellement leurs actions dans « *la tradition locale* » : ils se présentent comme les héritiers d'une « tradition progressiste » (antimilitarisme, luttes républicaines, soulèvements face au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, syndicalisme des fermiers et métayers, première victoire municipale socialiste à Commentry en 1882, etc.) qu'ils entendent poursuivre (Mischi, 2006). Après la conquête de plusieurs sièges au scrutin cantonal de 1923, l'organe fédéral proclame :

« *L'Allier n'est pas devenue communiste. Elle l'était avec Guesde et Vaillant, il y a 20 ans et plus. Nos militants [...] n'ont pas « changé ». Ils ont seulement été fidèles à leur passé* »¹.

L'un des principaux cadres du nouveau parti ne voit alors pas de nouveauté radicale dans l'octobre soviétique car, écrit-il, à propos de l'« *opinion révolutionnaire* », « *Il y a 40 ans que cette opinion a été répandue dans l'Allier* » ; selon lui elle est seulement renforcée par la Révolution russe². Cette inscription dans le prolongement d'une histoire locale est un élément permanent du discours communiste bourbonnais tout au long du siècle : lorsque les conseillers généraux élisent à leur tête un communiste en 1979, ce dernier proclame devant

¹ *Le Travail*, 25 février 1923.

² Propos d'Ernest Montusès en juin 1923, cité par André Sérézat (1987, 101).

l'assemblée départementale sa fidélité aux « *traditions démocratiques* » locales « *héritées de la Révolution Française* »¹.

La captation de l'héritage républicain local s'opère dans une concurrence mémorielle avec le travail de légitimation des socialistes (Conord, 2003) tout en étant également l'enjeu de conflits au sein du parti. Selon les échelons de la mobilisation, les investissements mémoriels peuvent en effet être contradictoires. Par exemple, si certains dirigeants communistes font remonter la sensibilité révolutionnaire des Bourbonnais à une origine mythique avec l'affaire de Charles de Bourbon, le « connétable », au 16^e siècle, dont la déchéance aurait ancré un esprit de rébellion permanente au sein de la population locale, à la base, certains militants peuvent protester contre cette affiliation et refuser d'inscrire leur mobilisation dans l'histoire de la monarchie française.

Les cadres communistes mettent en avant le rôle de la « tradition » républicaine locale comme fondement de leur influence, comme par exemple en mai 1982 le dirigeant fédéral et enseignant de formation Jean-Claude Mairal dans un article des *Cahiers du Communisme* intitulé « Allier : PCF et paysannerie, les fondements d'une tradition ». Cette explication s'inscrit dans un investissement historien du parti avec la mise sur pied d'associations travaillant sur cette « tradition rouge » et sa concordance avec le mouvement communiste. Cette explication « indigène » est également au cœur de travaux de science politique qui ont mis en avant cette continuité historique en faisant l'économie de la mise au jour des transferts empiriques de légitimité à l'œuvre dans la mobilisation communiste. Face aux succès de la gauche dans les campagnes françaises, en particulier du PCF dans les pourtours ouest et nord du Massif central, la sociologie électorale a en effet eu recours à la notion de « tradition » comme facteur explicatif : la « *tradition historique avancée* » serait à l'origine du succès du communisme rural, continuateur de la Montagne de Ledru-Rollin. Selon cette interprétation, systématisée surtout par François Goguel dans ses différents ouvrages mais mobilisée par la plupart des analystes, les différentes générations d'électeurs ruraux sont déterminées à voter toujours le plus à gauche possible : démocrate-socialiste en 1848, radical ensuite, socialiste au début du 20^e siècle puis, enfin, communiste après 1920.

Comme le souligne l'historien américain Laird Boswell (1998, 43-66), ce recours à la tradition pour expliquer le communisme rural tend à dénier aux ruraux toute compétence politique alors même que cette notion n'est pas évoquée pour expliquer le succès du PCF dans les régions industrielles et urbaines du Nord ou de l'Est. Dans les mondes ruraux, les comportements politiques sont affaires de « cultures » inscrites dans le temps long alors que dans les mondes ouvriers, ce sont les luttes sociales et les conditions socio-économiques qui

¹ Tract, février 1979 (Arch. de la fédération du PC de l'Allier –AFA-).

jouent un rôle de premier plan dans la politisation communiste. La science politique a ainsi contribué à sous-estimer la politisation des ruraux avec les thèmes de l' « apolitisme rural » ou du « conformisme paysan », voire même à dénier tout caractère politique aux comportements ruraux interprétés alors comme « archaïques » (voir sur ce point : Briquet, 1997).

S'attacher à identifier les technologies d'homogénéisation symbolique permet justement d'éviter la réduction culturaliste selon laquelle le succès du PCF renverrait aux effets de certaines « traditions » nationales ou locales. Dans notre enquête en Bourbonnais, c'est ainsi moins la « tradition » républicaine locale qui nous a intéressé que ses usages sociaux et politiques par les militants communistes d'autant plus que la concordance géographique ou sociologique ne fonctionne pas. Le cas de l'Allier montre en effet que la continuité entre le vote pour les « montagnards », les radicaux, les socialistes puis les communistes n'est ni sociologique (les catégories sociales mobilisées ne sont pas les mêmes), ni idéologique (les doctrines divergent fortement) ni même géographique lorsque l'on adopte une approche territoriale plus fine¹. L'un des apports de la sociologie à la démarche historique est de faire porter le regard moins sur le message proprement dit que sur ses formes de production, de diffusion et de réception et sur les groupes qui le portent. D'une façon générale, il ne s'agit pas de comprendre l'audience du PCF par une « culture révolutionnaire française » mais plutôt d'analyser comment l'institution mobilise ce corpus symbolique dans ses pratiques, festives et commémoratives notamment, pour assurer sa cohésion et sa perpétuation.

Les usages en pratiques

Face aux usages politiques du passé, l'une des principales postures académiques est la mise au jour du caractère « inventé » des références mémorielles mobilisées dans l'action politique. Pour le cas communiste, ce travail de déconstruction s'est surtout développé autour de la période de la Seconde Guerre mondiale. Au-delà du dévoilement critique des « manipulations » du passé, il est nécessaire de passer par la sociologie des agents qui produisent et diffusent ces récits historiques et, ainsi, de plonger l'analyse au cœur des réseaux de la sociabilité partisane. En effet, si les célébrations du passé sont orientées par l'appareil partisan lui-même, elles sont généralement prises en charge par ses organisations dites de masse, par des associations spécialisées chargées de la politique mémorielle. S'intéresser aux usages du passé dans la mobilisation communiste est un moyen de se pencher

¹ Voir le chapitre 2 de notre thèse : Mischi, 2002.

sur les relais sociétaux de la politisation communiste, d'aller au-delà du parti tout en prenant en compte le travail d'uniformisation qu'il impulse.

Ainsi l'usage du passé n'est-il pas à lire seulement dans les types de références véhiculées, mais aussi dans les formes d'actions collectives. Pour continuer sur le cas Bourbonnais, dans l'entre-deux-guerres, les communistes reprennent à leur compte la revendication traditionnelle selon laquelle les paysans sont la population la plus assujettie à l'impôt et encouragent, comme pendant la Révolution française, le refus du paiement des impôts jugés excessifs. A la Libération, la mobilisation en vue de l'application du nouveau statut du fermage et du métayage s'inscrit dans les luttes révolutionnaires passées : les syndicalistes communistes organisent des rassemblements dans les tribunaux où, par la force du nombre, les paysans défient la justice.

L'un des meilleur moyen méthodologique d'éviter une lecture « discursive » du travail mémoriel, est d'appréhender les usages sociaux du passé à l'échelon local. L'approche monographique souligne en effet que le travail mémoriel du parti et, surtout, sa réception, peuvent se décliner selon des modalités propres à certains milieux et groupe sociaux. L'adaptation locale de la gestion politique du passé se lit à un double niveau. D'une part, dans l'application locale de processus nationaux : encadré par une architecture symbolique globale unifiante, le travail mémoriel partisan accentue, selon les milieux, certaines thématiques comme la Révolution française ou l'opposition au coup d'État de 1851 dans les milieux ruraux alors qu'en monde urbain, les journées de 1848 et la Commune sont davantage mises en avant. D'autre part, dans la production spécifique d'histoires locales : le travail symbolique d'insertion dans les histoires régionales peut alors entrer en décalage avec les récits nationaux de l'institution. Ainsi l'héritage de Pierre Brizon, « député des paysans », pacifiste au côté de Lénine, est-il revendiqué dans l'Allier bien qu'il soit exclu du PCF dès 1923 et qu'il soit, par conséquent, longtemps absent du panthéon communiste national.

Jeux d'échelles dans les pratiques de célébration du passé

La Révolution française et la Résistance occupent une place particulière au sein des gestions communistes du passé, elles constituent deux axes centraux de la mémoire communiste mis au jour par Marie-Claire Lavabre (1994). Il est donc heuristique de revenir sur les usages communistes de la référence à ces deux épisodes historiques pour souligner ce qu'apporte une entrée par les pratiques sociales associée à l'exploitation d'archives organisationnelles. Alors que les recherches de Marie-Claire Lavabre portent essentiellement

sur les niveaux individuel (mobilisation personnelle de référents culturels communistes) et institutionnel (la fabrication d'une « mémoire historique » par le PCF), la focale porte ici sur le niveau intermédiaire de l'interaction entre ces deux sphères grâce à une démarche localisée attentive aux mécanismes de diffusion des célébrations communistes du passé.

La célébration communiste de la Révolution française

Pour saisir certaines modalités organisationnelles des célébrations communistes du passé, prenons le cas emblématique de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française¹. Le socle idéologique de la commémoration est posé par Guy Hermier à l'occasion de son rapport devant le Comité Central du 6 avril 1987. Il s'oppose alors à « *une vision aseptisée de la Révolution française* », au « *consensus* », et se prononce « *pour une nouvelle Révolution Française* ». A partir de ce texte, le secrétaire national à l'organisation, Gaston Plissonnier, oriente la diffusion locale de la mobilisation dans les fédérations autour d'un double objectif, pédagogique (« *Aider à la connaissance de la Révolution française en tenant le plus grand compte des particularités locales, départementales ou régionales* ») et politique (« *Mettre en valeur le caractère progressiste de la Révolution comme l'actualité de ses idéaux émancipateurs* »)². L'entreprise se construit contre la commémoration officielle, « *Visite désincarnée d'un lieu de mémoire ressemblant à un cimetière* » : « *A travers l'évocation négative de la grande révolution démocratique d'il y a deux siècles, on veut tenter de disqualifier et d'étouffer toutes les aspirations progressistes d'aujourd'hui* »³. Il s'agit de célébrer le « *peuple vainqueur d'un ancien régime* » et non « *le « consensus » autour de ces prétendues « règles du jeu »* », de « *riposter à ceux qui calomnient la mémoire des meilleurs protagonistes de la révolution populaire, les Robespierre, les Marat, les Babeuf et tant d'autres* »⁴.

Présidée par l'historien communiste Claude Mazauric, Vive 89, « *Association pour la célébration de la Révolution française* », est l'institution centrale de la commémoration. Destiné aux cadres locaux du PCF, son bulletin donne les axes matériels et programmatiques des initiatives à prendre et présente un inventaire de documents bibliographiques et cinématographiques, des expositions, des scénarios d'initiatives, des conférenciers, des productions audiovisuelles, des « *spectacles vivants* ». Des associations départementales Vive 89 sont créées sur le même modèle afin notamment de permettre aux militants de

¹ Sur ce thème, voir le dossier « Les communistes et le bicentenaire de la Révolution française », *Cahiers d'histoire*, n° 69, 4^e trimestre 1997 et Patrick Garcia (2000, 93-98).

² Lettre de G. Plissonnier, 27 mai 1987 (Arch. de la féd. du PCF de Loire-Atlantique).

³ Document de présentation de Vive 89, non daté.

⁴ *Vive 1989*, Bulletin n°1, non daté.

« revendiquer leur présence dans les structures officielles ». Ces associations se constituent « dans l'esprit des sans-culottes » pour combattre l' « entreprise de diffamation de la Révolution Française... », « rétablir le rôle des masses populaires dans ce grand moment historique » et en « souligner la portée actuelle »¹. Animées par des enseignants et des syndicalistes, elles éditent à leur tour un bulletin et mettent à la disposition des associations de quartier, amicales laïques, syndicats, organisations culturelles, écoles, tout un matériel de commémoration (expositions, films, conférences, spectacles, etc.).

La célébration prend des accents locaux. Dès le début des années 1980, les hebdomadaires fédéraux publient des articles sur l'histoire locale de la Révolution française et la vie sociale durant cette période. La commune de Vizille, dans la banlieue de Grenoble, où s'est retranché en 1788 le parlement dauphinois, est le centre de la commémoration en Isère, d'autant plus que la municipalité y est communiste. Un livre, *Un enfant de Vizille traverse la révolution*, est rédigé en collaboration avec les élèves des écoles. Dans la commune voisine de Saint-Martin-d'Hères, deux spectacles musicaux (« *La République chantée de la maternelle à l'Université* » et « *Oratorio pour trois Gavroches* ») et une pièce (« *Il y a encore des Bastilles à prendre* ») sont présentés tandis qu'une fresque représente « *La Révolution en Dauphiné* » et qu'« une exposition à partir des archives est préparée en direction des écoles primaires ».

Les enseignants de l'association Vive 89, en particulier Michel Vovelle, professeur à la Sorbonne, et Roger Martelli, font des tournées en province et des historiens locaux organisent des conférences. A Nantes, Alain Croix « traite du sens général de la Révolution française mais aussi de l'apprentissage de la liberté »² tandis qu'au collège Fernand Léger de Saint-Martin-d'Hères, un colloque aborde « *Le Dauphiné à la veille de la Révolution* » et qu'une table ronde d'historiens se tient dans le bocage bourbonnais sur le thème « *La Révolution française dans une province rurale* ». Des travaux d'histoire locale sont publiés par les enseignants communistes. Dans l'Allier, ils éditent *L'Allier révolutionnaire* (1989) et *1789 : Cahiers de doléances en Bourbonnais* (1989). En Loire-Atlantique, avec *La Révolution à Saint-Nazaire et dans sa région* (1988), les auteurs ont pour objectif d'élaborer « un travail militant pour faire contrepoids aux attaques dont la révolution est l'objet depuis quelques années » car « la révolution est un tout, il faut la prendre en bloc »³.

A cette occasion, les municipalités communistes se trouvent des ancêtres à l'image de Camille Tesseire, agent national de la Convention en 1792, pour Saint-Martin-d'Hères. Elles cherchent également à inscrire la Révolution française dans les lieux. L'association Les Amis de la Révolution Française de l'Allier se donne ainsi pour mission de « Donner des noms de

¹ *Ouest-France*, 17 décembre 1988.

² *Vive 1989*, Bulletin n° 2, non daté.

³ *Ouest-France*, 6 octobre 1988.

*révolutionnaires aux rues, places, CES... Il y a très peu de rue Robespierre, aucun collègue n'a le nom de Babeuf, le « premier communiste français »*¹. Dans un objectif de vulgarisation, l'accent est mis sur l'organisation de « *spectacles populaires* ». Deux spectacles sons et lumières commémorent l'événement dans l'Allier. D'abord « *Le bourbonnais coiffe le bonnet rouge* » en 1988. Puis, le second, qui se déroule lors la fête départementale du PCF en 1989 :

*« Reconstitué à partir d'archives, le spectacle fait revivre un Bourbonnais à 98 % rural. Ignoré, malgré ses cahiers de doléances en 1789, le monde paysan ne va s'affirmer qu'en 1792-1793 pour abattre définitivement le régime féodal. De Saint-Aubin le Monial à Bourbon-l'Archambault, vous allez suivre les aventures d'un paysan. Expulsé de ses terres par la misère mais pas découragé, il galvanise les hommes et les femmes au moment de la chute de la Royauté. Des anonymes ? ... Oui, mais qui font vivre la Révolution. La fin du spectacle verra la fête s'illuminer par des centaines de bougies comme on l'avait fait à l'époque à Bourbon-l'Archambault pour montrer son attachement aux acquis de la Révolution »*².

La fédération qui organise « *la vente de tissu tricolore, de bonnets phrygiens, de charlottes et de cocardes brodées tricolores* » donne des consignes de préparation pour la fête :

« Nous vous proposons de décorer chaque stand sur ce thème : « 89 ». La « coloration » de notre fête doit être rehaussée avec un maximum de participants habillés en costume d'époque : pantalon tricolore (style pyjama) et jupon tricolore (simple) ; (Nous mettons à la disposition des sections des patrons). Chaque section a la charge de ses costumes pour le 10 juin, nous espérons bien que vous saurez vous en resservir, dans vos quartiers, dans vos villages, car les occasions en 1989, ne manqueront pas ».

A Saint-Martin-d'Hères, l'amicale laïque adapte sur une scène géante, avec 500 figurants, le livre de Michel Etievent *Barthélemy de Vizille ou la Naissance d'une Révolution* édité par la mairie de Vizille. Puis, en février 1989, le spectacle « *Graines de Chanvre* » retrace « *En quinze tableaux et 1h30, l'errance d'un enfant du Dauphiné dans laquelle se reconstitue une fresque géante de la Révolution française vue du peuple* »³.

La mise au jour des formes locales de la commémoration communiste de la Révolution française souligne le travail de politisation de la mémoire militante qu'effectue l'organisation communiste. Il se lit dans les discours véhiculés mais aussi dans le type de mobilisation engagé avec notamment un recours aux techniques du divertissement populaire afin de rassembler un public large.

La célébration communiste de la Résistance

Avec la Révolution Française, la Résistance constitue l'autre élément clef des usages communistes du passé. Ces deux célébrations participent à l'inscription symbolique du PCF

¹ Compte rendu de la réunion de l'Association des Amis de la Révolution Française de l'Allier du 1^{er} mars 1987 (AFA).

² AFA, Communiqué de presse de J.-P. Bidault, 31 mai 1989.

³ *Vive 1989*, Bulletin n° 3, non daté.

dans le sol national et s'entremêlent fréquemment : la thématique révolutionnaire de la levée en masse de 1944 entend présenter les combattants communistes comme les successeurs des soldats de l'An II. Commémorant Valmy en septembre 1944, le PCF met en parallèle les Forces Françaises de l'Intérieur et les volontaires de 1793.

La mémoire communiste de la Résistance est le symbole de la réussite de la politique mémorielle du PCF. Par une gestion efficace de la « mémoire collective », il a su se forger une image de parti de la Résistance alors même que les recherches historiques noircissent le tableau qu'il dresse de son opposition à l'Allemagne nazie. La mise en scène communiste du souvenir de la Résistance gomme les premiers mois du conflit marqués par le pacte germano-soviétique, qui se traduit notamment par la fuite du secrétaire général Maurice Thorez à Moscou et les tentatives de réparation de *L'Humanité* auprès des autorités allemandes. La lecture que fait le PCF des années d'occupation allemande vise à créer une mémoire de continuité de la lutte antifasciste. La période du défaitisme révolutionnaire, qui s'achève véritablement lors de l'invasion allemande de l'Union soviétique en juin 1941, est noyée dans la célébration des « dix années de lutte nationale » de 1934, date des premières manifestations unitaires antifascistes, à 1944.

La commémoration permet un transfert de légitimité nationale mais également un travail local de consolidation de l'implantation communiste. En réactivant les solidarités du maquis, ces célébrations sont l'occasion pour les élus communistes de tenir des discours dans lesquels ils se posent en héritiers des valeurs de la Résistance. Cet investissement communiste de la mémoire de la Résistance est assuré par les équipes municipales au cours de fêtes patriotiques, de commémorations, d'inaugurations de places et de monuments en hommage aux résistants, mais également par des « organisations de masse » chargées spécifiquement de cette gestion mémorielle comme la Fédération Nationale des Déportés et Internés Patriotes ou l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance. Cette activité commémorative n'est qu'un élément d'un riche dispositif de socialisation déployé par ces associations et qui comprend également, par exemple, l'organisation de colonies de vacances pour les enfants de résistants. A Grenoble, le support associatif de cette politique commémorative permet, pour la première fois, l'émergence de véritables réseaux de sociabilité communiste alors que le tissu associatif catholique domine l'entre-deux-guerres.

Alors que le gaullisme repose sur l'image du sauveur, de l'homme providentiel, la mémoire communiste de la Résistance s'est construite autour de la commémoration des martyrs (Courtois, Lazar, 1991). Au sortir de la guerre, le parti issu du Congrès de Tours et de la boucherie de la Première guerre mondiale devient « *le parti des 75 000 fusillés* ». L'enterrement du colonel Fabien tué sur le front en décembre 1944 est le premier grand

rassemblement s'inscrivant dans un martyrologe national qui est complété par des calendriers commémoratifs régionaux : le 3 février (Aurore Pica), le 26 juillet (les fusillés de Malpierre) et le 29 juillet (les fusillés d'Auboué) dans le Pays-Haut lorrain, le 2 septembre (Jean de Neyman) et le 24 octobre (Guy Lelan) à Saint-Nazaire, le 14 août (le massacre de la Carrière des Grises) et le 8 octobre (les fusillés de la Madeleine) dans l'Allier, etc. Ces « *manifestations du souvenir* » sont coordonnées par les associations locales des fusillés et massacrés de la Résistance regroupées au plan national dans un organisme commun. Elles se déroulent avec fanfares, dépôts de gerbes de fleurs, levers de drapeaux, discours en hommage aux sacrifiés, le plus souvent devant un monument ou une plaque.

Ces commémorations deviennent des rituels, comme en Loire-Atlantique, chaque 22 octobre, lors de l'hommage aux 27 otages fusillés de Châteaubriant. La mise en avant de cet événement permet au parti de se montrer comme pleinement engagé dans la Résistance dès l'année 1940. L'Amicale de Châteaubriant est responsable des cérémonies et travaille à maintenir le monopole du PCF sur cette commémoration clef. L'intention étant pédagogique, les organisateurs ne sous-estiment pas les ressorts émotifs de l'évènement ainsi que l'atteste un courrier discutant le scénario de la célébration de 1975 :

« Je le trouve un peu trop style documentaire et n'étant pas susceptible de créer un climat émouvant pour le public de notre carrière. Les paragraphes sur Châteaubriant sont trop orientés vers les détails, on estompe les phases principales, notamment celle où les allemands descendent de baraque en baraque. On élimine complètement les instants bouleversants : les fusillades. Il manque à mon sens également des chants et quelques poèmes. Je préférerais terminer sur la libération de Paris, en tirant les mêmes conclusions que le scénario mais après avoir évoqué non pas le Paris libre, avec ses pavés, entassés les uns sur les autres, avec les charrettes, mais évoqué une véritable lutte héroïque telle qu'elle fut menée il y a 30 ans cette année. Il faudrait terminer cette libération dans la joie avec l'enthousiasme populaire, avec des chansons d'hier et d'aujourd'hui, enfin corser davantage ce scénario [...]. Il est nécessaire de conclure avec un feu de joie, un bref feu d'artifices en plein jour, pour montrer les joies de la victoire de la libération de la plus grande capitale d'Europe présageant l'écrasement total de la bête nazie »¹.

Cette célébration est le point central des actions du souvenir de la fédération du PCF de Loire-Atlantique dont le journal titre en 1982 « *Ils sont vivants !* » et en 1993 : « *Grand pèlerinage à la carrière des Fusillés de Châteaubriant* ». Entre temps, en 1989, la célébration est placée sous le thème « *de la Révolution à la Résistance, [...] de Gavroche à Guy Mocquet* »².

Le parti oriente donc les mobilisations commémoratives, à travers ses organisations de masse mais aussi directement par la diffusion de très nombreuses recommandations à ces échelons de base. Le cercle dirigeant insiste surtout sur l'enjeu politique de la mémoire, sur

¹ Lettre du secrétaire général de l'Amicale des anciens internés patriotes de Châteaubriant-Voves au secrétaire fédéral, 17 juin 1974 (AFA).

² Compte rendu du conseil d'administration de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, 26 janvier 1989 (AFA).

son inscription dans le contexte contemporain. La direction du PC de Meurthe-et-Moselle rappelle ainsi en 1962 la dimension idéologique des commémorations :

« Les nombreuses manifestations qu'il convient de préparer dès maintenant, permettront de rappeler devant les masses, en liaison avec la signification et les enseignements de la libération, notre politique d'indépendance nationale, de paix et pour une démocratie réelle. La situation politique actuelle confère aux manifestations anniversaires de la libération une grande importance. Leur préparation et leur déroulement demandent à chaque organisation du parti de mener une grande bataille politique qui contribuera à éclairer certains aspects de notre politique, de la politique gaulliste et de ses conséquences »¹.

L'image de la Résistance est au centre de la mobilisation communiste autour de « la paix » (comités pour la paix, appel de Stockholm) puis contre les guerres coloniales. Ce thème est particulièrement investi par le PC de Meurthe-et-Moselle dans une perspective anti-allemande et de rejet de la construction européenne. La lutte « *contre les revanchards allemands* » s'engage au nom de la poursuite de la Résistance « *avec les jeunes fusillés d'Auboué* »². En 1965, le conseil municipal communiste de cette localité, « *ville martyr fidèle à son passé* », vote l'interdiction du passage des troupes allemandes sur le territoire communal et une banderole est hissée sur la façade de la mairie où l'on peut lire : « *Pas de base allemande en France. Pas de bottes allemandes sur notre sol* »³. En mettant en avant les combattants de la Résistance lors des luttes sociales, les communistes associent les nouveaux adversaires patronaux aux anciens occupants allemands, comme en 1951 lors des affrontements sociaux de la sidérurgie à Villerupt :

« Pendant la dernière guerre, la frontière passait au milieu de la ville, à cheval sur les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle. Aujourd'hui dans la maison qui servait de poste frontière aux soldats hitlériens, des CRS sont installés. Ils sont là, mobilisés sur la demande du Comité des Forges »⁴.

La place des victimes

L'accent mis sur les « martyrs » de la Résistance nous amène à aborder l'une des pistes de réflexion proposées par les organisateurs du colloque : le travail de mise en scène des préjudices passés comme ressort à la mobilisation collective. La place centrale occupée par les « martyrs » dans les dispositifs de célébration communiste de la Résistance renvoie notamment à une stratégie politique : célébrer des morts et non des Résistants minimise les possibles contestations de la direction au nom d'un capital issu non du parti mais de la Résistance, d'autant plus que Maurice Thorez ne bénéficie pas de cette légitimité résistante.

¹ Lettre du secrétariat aux directions de sections et aux membres du comité fédéral, 27 juillet 1962 (Arch. Municipale de Nancy - fonds PCF).

² AMN, Rapport de la conférence fédérale des 25 et 26 avril 1964.

³ *Voix de l'Est*, 7 mars 1965.

⁴ *Voix de l'Est*, 2 juin 1951.

Comme le montre Stéphane Courtois (1983), lors des exclusions de la Guerre froide, les principaux résistants auparavant magnifiés sont mis au banc du parti et des représentations communistes de la Résistance. Le culte des héros de la Résistance devient plus discret (on célèbre la Résistance communiste dans sa globalité) et se focalise sur ses quelques hauts responsables restés fidèles à l'appareil, et surtout sur les fusillés (Guy Mocquet, Gariel Péri, Lucien Sampaix, Pierre Semard) qui eux ne représentent plus de danger politique. Plus que les héros positifs de la libération nationale, le parti commémore alors les martyrs, les otages sacrifiés. Le martyrologue communiste est lui-même sélectif, il laisse peu de place aux souvenirs des combattants étrangers de la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée), du groupe Manouchian notamment (Courtois, Peschanski, Rayski, 1989). L'adhésion à l'idéal communiste est mise en avant et doit effacer la diversité de l'engagement résistant, en particulier son ressort religieux dans le cas des nombreux résistants juifs (Kriegel, 1985, 59-75 et 1974, 190). Ainsi, alors que la région grenobloise, zone d'occupation italienne, la Résistance juive semble suppléer la Résistance communiste car les organisations juives sont toujours plus denses que les structures communistes auxquelles elles sont rattachées (Collin, 1998 ; Desvagues, 1980), la célébration de la Résistance communiste passe-t-elle sous silence le rôle primordial de cette composante.

D'une façon générale, les récits communistes du passé accordent une grande importance à la reconstitution des situations de répression et d'injustice passées. En terre urbaine, les figures héroïques mobilisées sont souvent des syndicalistes licenciés. Le militant ouvrier magnifié a non seulement participé aux grèves fondatrices (1947 dans les mines lorraines, 1955 à Saint-Nazaire), mais est surtout mis à pied au cours du conflit. Le PCF opère une théâtralisation des conflits sociaux fondateurs des mouvements ouvriers locaux autour de la figure de ses dirigeants qui deviennent ses ambassadeurs. Par le jeu de l'obtention du statut de permanent, les dirigeants fédéraux sont en effet souvent d'anciens militants licenciés, qui après une période de chômage, intègrent la direction fédérale. Ils deviennent alors les représentants politiques des ouvriers restés dans les usines, comme Joseph Blanchon à Saint-Martin-d'Hères ; ce dernier installe l'hôtel de ville dans l'ancienne usine Neyrpic et intègre le bureau du directeur qui l'en avait chassé lorsqu'il était secrétaire du syndicat. Les militantes sont elles-mêmes rattachées à la répression patronale par leur mari, lorsque qu'elles sont présentées sous l'étiquette « *femme de licencié* » lors des scrutins électoraux.

Dans le monde rural, la figure historique du héros communiste est principalement celle du métayer expulsé de ces terres qui, avant la Libération et le statut du métayage, devient

domestique ou ouvrier agricole ; « *Oui c'était pour le parti, la période héroïque* »¹. Les journaux communistes mais surtout la tradition orale rappellent constamment l'épisode d'un paysan de Vieure, chassé de sa métairie à la fin du 19^e siècle :

« *Le hobereau Rillant, ce bon bourgeois terrien, avait chassé le père de Dumont de l'un de ses domaines car il n'avait pas voulu lui montrer son bulletin de vote* »².

« *Le propriétaire a les trois quarts de la commune [et] ses métayers voteront pour lui sinon ce sera la porte* »³.

La revanche est prise en 1925 lorsque Louis Dumont, le fils de l'exclu qui a dû parcourir le département comme domestique agricole, est élu maire communiste de la commune. Le métayer est au cœur des mises en scène populaires du passé local, comme en 1990, où un spectacle son et lumières en sept tableaux décrit la vie des métayers dans la région d'Ygrande au début du siècle et dénonce selon l'organe fédéral les « *humiliations répandues du fait du règne de la propriété terrienne* »⁴. L'importance de la figure du métayer dans les discours communistes a conduit nombre de chercheurs à expliquer l'influence du PCF dans l'Allier par le métayage (il s'agit de la principale cause avancée avec celle de la « tradition » républicaine locale). Or l'investigation sociologique souligne clairement le décalage entre la position symbolique centrale du métayer dans le matériel de propagande communiste et sa position sociale marginale au sein de la mobilisation communiste. Les réseaux communistes sont en effet faibles dans les zones de fort métayage et la sociographie de l'organisation partisane montre que les exploitants agricoles forment l'essentiel des rangs militants associés à une élite rurale formée de commerçants et artisans (Mischi, 2004). Les métayers sont très peu nombreux au PCF même si la rhétorique communiste, portée essentiellement par leurs employeurs, leur accorde une place importante.

Les conditions socio-politiques du travail mémoriel

En étant tourné essentiellement vers les représentations du passé et le dévoilement de leur caractère mystificateur, la posture constructiviste peut tendre à placer la focale uniquement du côté du discours institutionnel sans toujours se soucier de ses modalités d'appropriation et des conditions sociales de sa production et de sa diffusion. Soulignons donc ici succinctement, pour le cas de la mobilisation communiste, l'intérêt d'une prise en compte non seulement des conditions politiques (formation d'agents mémoriels, conjoncture

¹ Interview de Victor Cabanne dans *Les Nouvelles de l'Allier*, 7 au 13 décembre 1970.

² *Ibid.* ; cet épisode nous a été conté à plusieurs reprises notamment par le petit-fils du protagoniste qui fut maire et conseiller général communiste.

³ *L'Emancipateur*, 4 août 1929.

⁴ *Bourbonnais Hebdo*, 20 au 26 juin 1990.

spécifique, technologies bureautiques) mais aussi des conditions sociales de possibilité d'un travail partisan tourné vers le passé.

La réception sociale des discours politiques

La démarche sociologique conduit à rattacher l'efficacité performatrice des récits du passé à la structure sociale et politique du milieu de réception. Si les références à la Révolution française parcourent les activités communistes en Loire-Atlantique, c'est notamment parce que jusqu'à la Seconde Guerre mondiale les nobles et leurs descendants sont effectivement politiquement influents dans le département. L'arrière pays nazairien, où résident la plupart des ouvriers qualifiés de la construction navale, est ainsi sous la domination d'une même famille de propriétaires terriens contre-révolutionnaires, les De Montaigu. Jusqu'aux années 1960-1970, les propriétés sociales des élus au conseil général illustrent la prégnance de la domination politique des anciennes élites sociales. De façon similaire, la mobilisation efficace du discours référé à la Révolution française, autour de la féodalité terrienne, dans les campagnes bourbonnaises, renvoie à une structure foncière extrêmement inégalitaire, avec une juxtaposition de petites propriétés et de grands domaines. C'est dans le bocage, où s'affrontent hobereaux et paysans parcellaires, que le PCF compte ses principaux soutiens. La hiérarchie sociale est ancrée dans le paysage bourbonnais avec l'existence d'une multitude de châteaux recensés par Pierre Brizon, (560 en 1913) auteur d'une brochure intitulée *La Féodalité terrienne au XXe siècle*¹. A la Chambre des députés, le 13 juin 1910, il proclame : « *Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, il y a encore aujourd'hui dans nos campagnes, malgré 1789 et 1793, à côté du seigneur et du château féodal, la corvée, la dîme, la redevance...* ». La bourgeoisie terrienne remplace le seigneur du lieu mais le château reste longtemps le centre de la vie rurale à l'inverse de la Limagne auvergnate, par exemple, organisée autour de « villages-villes ». Les fermiers généraux, agents du propriétaire qui sous-louent le domaine et collectent l'impôt colonial, symbolisent l'héritage du système féodal.

D'autre part, l'usage constant du référent révolutionnaire n'est pas seulement un artifice partisan créé *ex-nihilo*, il s'explique aussi par son importance mémorielle dans les milieux d'implantation communiste. Avant d'être entretenu par l'institution, le souvenir populaire de la Révolution française est en effet l'un des vecteurs essentiels de l'adhésion au communisme. La puissance du communisme bourbonnais dès les années 1920 renvoie à l'acuité locale de la transmission orale de l'image de la Révolution, de la thématique

¹ Pierre BRIZON *Le Combat Socialiste* du 13 avril 1913 cité par Jean-François VIPLÉ, *op. cit.*, p. 28.

révolutionnaire des « petits » en lutte contre « les gros ». Un maréchal-ferrant, fondateur de la cellule communiste dans son village, évoque cette transmission du souvenir révolutionnaire :

« De grand-mère en grand-mère, on s'est transmis l'histoire du Moyen-Age. J'ai beaucoup entendu parler de la corvée et du mauvais souvenir qu'elle avait laissé. Au moment de la Révolution, la terre appartenait ici au comte de Fradel qui habitait le château du Rax aujourd'hui démolé. En 1793, le Comte a été conduit à Lyon attaché sur un char à bœufs. Il y a été jugé et guillotiné... La mère de ma grand-mère m'a conté ce qui s'était passé à Billy sous la Révolution [...]. On amène des fagots, de la paille et on fait un grand feu de joie sur la place du marché. On sort les bancs de l'église pour y danser. La mère de ma grand-mère a dansé aussi au son de la cornemuse. Pendant ce temps, le curé se cachait dans la cave du domaine des Fontaines »¹.

Les discours rétrospectifs d'entrée au PCF s'attardent sur l'épisode révolutionnaire, dont l'apprentissage constitue fréquemment la première étape d'une prise de conscience politique. L'itinéraire intellectuel vers le communisme prend souvent sa source dans les cours d'histoire de la Révolution française de l'instituteur, ainsi que l'écrit un dirigeant communiste lorrain d'origine italienne :

« Ce qui me passionnait le plus c'était l'histoire de la Révolution Française. Mes héros n'étaient pas seulement ces généraux imberbes magnifiés par Victor Hugo, mais surtout les Bara, les Viala, ces enfants révolutionnaires, plus Gavroche que nature. Et nos maîtres d'école constituaient à nos yeux les héritiers des révolutionnaires, qu'ils soient de 1789, de 1848 ou de la Commune de Paris » (Antoine Porcu, 1999, p. 46).

Colportée initialement par les cours d'instruction civique et d'histoire, la mémoire de la Révolution française est ensuite maintenue par le PCF à travers de multiples célébrations. Elle est le thème privilégié des pages « *histoire* » ou « *histoire locale* » de la presse partisane, des soirées dansantes des sections, des publications des enseignants communistes, des stands d'exposition des fêtes fédérales, etc.

On peut déceler des processus similaires avec la Résistance où la célébration partisane, encadrée par l'institution communiste, est précédée par d'autres usages mémoriels, d'ordre populaire. Si la célébration de la lutte communiste sous l'Occupation a pour objectif la falsification de la stratégie des premiers mois de guerre, elle s'inscrit en effet également dans un contexte socio-historique de sortie de guerre propice à la structuration d'identifications nouvelles. Fréquemment, des fleurs sont déposées spontanément là où les résistants sont tombés puis ces endroits deviennent des « lieux de mémoire » fixés par la pose d'une plaque ou l'érection d'un monument. Dans l'Allier, avant même la libération totale du département, plusieurs rassemblements d'hommage aux fusillés se déroulent devant les monuments aux morts et une souscription est lancée pour commémorer les fusillés et aider leur famille. Durant le conflit lui-même, les journées commémoratives du 1^{er} mai, du 14 juillet et du 11 novembre donnent lieu à des actions de résistance avec des accrochages de drapeaux rouges et

¹ *Les Nouvelles de l'Allier*, 7 au 13 décembre 1970.

des rassemblements autour des monuments aux morts. Plus qu'une invention instrumentale, les usages politiques du passé renvoient souvent à une institutionnalisation progressive de pratiques sociales qui, ainsi, se solidifient.

Travail mémoriel et classes populaires

Les usages politiques du passé ne peuvent être réduits à une simple relation instrumentale ou, au moins, faut-il souligner le double sens de la relation lorsque le travail mémoriel est efficace : des agents institutionnels ont intérêt dans le cadre d'une stratégie politique, à la fois concurrentielle par rapport aux autres institutions et homogénéisante « en interne », de déployer une mise en scène symbolique du passé qui rencontre l'intérêt de groupes sociaux qui sont, non seulement des récepteurs de ces récits mémoriels, mais également, souvent, des initiateurs en tant qu'agents de pratiques mémorielles non institutionnalisées, et, toujours, des transformateurs par leur appropriation des messages. En d'autres termes, le discours institutionnel ne se crée pas de rien, hors de l'espace de pratiques mémorielles préexistantes et d'intérêts sociaux, et sa diffusion implique nécessairement des modalités socialement différenciées de son appropriation.

L'usage partisan du passé comme facteur de légitimation s'accompagne par exemple d'un usage populaire comme outil d'enracinement. Si le PCF trouve une forte audience dans certains milieux populaires, c'est notamment parce que son travail mémoriel participe à leur homogénéisation symbolique, avec notamment une unification idéologique des mondes ouvriers autour de la « classe ouvrière ». Les célébrations communistes contribuent aux processus d'identification d'une population jeune et déracinée, issu des mondes paysans, qui peuple les banlieues urbaines et les bassins d'emploi de l'industrie lourde (Noiriel, 1986). Cette unification se fait pratiquement (ils forment l'élite militante) et symboliquement (ils sont au cœur des représentations véhiculées) sous l'impulsion des travailleurs qualifiés de la métallurgie. Cette élite issue de la fraction ouvrière de mobilité ascendante exerce son hégémonie sur le monde du travail jusque dans les années 1960-70, et entretient, par un récit généalogique sur le mouvement ouvrier, la fiction unitaire d'un monde ouvrier en réalité éclaté. Ce sont ainsi les centres nouvellement industrialisés, banlieues ouvrières des grandes villes ou bassins mono-industriels insérés en zone rurale, qui constituent les zones de force du mouvement communiste. Avec sa panoplie de symboles (hymnes, lieux de mémoire, drapeaux) et son langage particulier, l'identification au communisme est un élément structurant le sentiment d'appartenance à « la classe ouvrière ». Le PCF consolide une

« classe ouvrière » et une unité de la paysannerie française d'autant plus célébrées qu'elles n'existent pas.

Cet élément du travail mémoriel, la valorisation historique des classes populaires autour de figures unifiantes, comme les mineurs (Lazar, 1985) ou les métayers, prend une acuité particulière dans le contexte de la crise de reproduction des groupes paysans et ouvriers dans les années 1960-70. Le recours partisan à l'histoire permet de renforcer *symboliquement* une relative cohésion des milieux populaires remise en cause *socialement*. Pour des fils de mineurs italien lorrain, par exemple, l'adhésion au PCF est vue comme un moyen de perpétuer un monde qui disparaît et auquel ils échappent, par une mobilité sociale ascendante ou, de façon beaucoup plus marginale, par la fermeture du marché local de l'emploi industriel. La marque communiste devient un référent historique mobilisé dans une stratégie d'affiliation symbolique au monde des classes populaires lorsque leurs conditions sociales d'existence s'effritent. Le pouvoir local communiste en particulier élabore des signes de reconnaissance populaire, par un discours sur le passé collectif et la mise en spectacle d'une culture populaire.

Yves Lequin note ainsi la création municipale d'une image collective populaire (peu politique) à Givors, au moment même où la ville cesse d'être ouvrière (Lequin, 1987)¹.

C'est ainsi surtout dans les années 1970, période de désouvriérisation et de vieillissement du corps partisan, qu'émergent dans nos terrains des associations militantes mémorielles (amicales de vétérans, groupes d'historiens amateurs) animées par des enseignants, souvent d'origine populaire, associés à des militants ouvriers syndicalistes. Cet investissement historien est inédit : il se mesure notamment par la floraison de textes historiques dans les journaux fédéraux. Outre l'importance accrue de la catégorie des retraités au sein du parti, ce mouvement renvoie à une nouvelle position des « intellectuels » : alors que la promotion partisane des enseignants a longtemps été strictement contrôlée au nom de la valorisation prioritaire des catégories populaires, le filtre sociologique de l'accession à des positions partisans fonctionne moins, voire s'inverse ensuite par une valorisation des catégories diplômées. Alors qu'ils étaient traditionnellement maintenus par les recommandations du centre aux échelons subalternes de la mobilisation communiste, les enseignants occupent progressivement, à partir surtout des années 1980, une position centrale au sein des fédérations du PCF.

Si ce développement du travail historien du PCF s'inscrit dans un contexte général de développement de l'histoire locale, ou plutôt d'un changement de la position attribuée à la

¹ Pour la lorraine industrielle, où des fils d'Italiens et d'ouvriers prennent en charge des récits du passé ouvrier et italien, hors d'un cadre partisan cependant, voir Leveratto et Montebello (2001).

production nationale et locale d'histoires locales (Bensa et Fabre, 2001), il répond également à une injonction politique du centre partisan. Durant les années 1970, les fédérations du PCF impulsent en effet la création d'associations d'histoire locale autour d'enseignants communistes. Répondant à des consignes nationales d'investissement du domaine idéologique, elles sont coordonnées par l'Institut Maurice Thorez qui devient ensuite l'Institut de Recherches Marxistes. Outre la naissance d'une rubrique « régions » dans *l'Humanité*, cette orientation se traduit par l'encouragement, au sein des structures intellectuelles du parti, des recherches consacrées à l'histoire locale avec notamment les travaux de Claude Mazauric sur le Languedoc et d'Antoine Casanova sur la Corse¹. Des collectifs d'historiens liés au parti se mettent alors en place dans les régions à l'instar de l'AREMORS (Association de Recherche et d'Etude du Mouvement Ouvrier de la Région de Saint-Nazaire) dirigé par un instituteur communiste à la retraite issu d'une famille ouvrière, ou du Centre Bourbonnais d'Etudes et de Recherches économiques sociales et historiques, où enseignants et syndicalistes paysans se côtoient. Il est à souligner qu'au même moment, la CGT se dote de l'Institut d'Histoire Sociale (Pigenet, 2006). L'objectif revendiqué de ces associations locales mémorielles est double, à la fois historique et idéologique : il est tourné notamment contre les historiens de « droite » ou « réformistes ». Leurs activités sont multiples : recueils de témoignages, constitution de fonds d'archives, publication, conférences, etc.

Le travail mémoriel du PCF à l'échelon local tend donc à se professionnaliser. Auparavant surtout outils de propagande, les récits du passé prennent désormais des formes semi-professionnelles. Comme nous l'avons évoqué précédemment à propos de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française (voir aussi Garcia, 2000, 96-97), on note une valorisation de la position professionnelle des agents mémoriels communistes, davantage prise en compte que leur attachement à la ligne politique du PCF. D'autres changements s'opèrent dans les années 1990, avec notamment une orientation du travail mémoriel vers la valorisation de l'ensemble du patrimoine local qui peut tendre à ne plus insister ses aspects populaires et politiques. Dans le même temps, on observe une réduction des activités partisans autour de ces investissements mémoriels : les associations d'étude ou de célébration de l'histoire résistent en effet relativement bien alors même que les réseaux militants du PCF déclinent par ailleurs. Certains militants y trouvent un moyen de perpétuer, sous des formes différentes, davantage associatives et intellectuelles, leur militantisme hors du parti proprement dit².

¹ Cf. *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 29-30 (1979), et n° 31 (1980).

² Ce phénomène de « niche » associative pour des militants dont l'affiliation partisane se réduit se trouve également dans l'engagement au Secours Populaire (Brodiez, 2006) et, pour les socialistes, à la ligue des droits de l'homme (Agrikoliansky, 2002).

*

Prendre au sérieux l'entrée par les *usages sociaux* conduit, lorsque l'on se penche sur le rapport d'une mobilisation politique à l'histoire, à inscrire le discours institutionnel dans l'espace des pratiques militantes. Sous cet angle, les épisodes historiques mis en scène dans une finalité partisane ne constituent pas des corpus symboliques clos réactivés tels quels par les commémorations ; ils sont au contraire l'enjeu de conflits et leur héritage mémoriel est travaillé par l'institution partisane. C'est en prenant en compte les différents niveaux de la mobilisation partisane que les modalités concrètes des usages politiques du passé s'éclairent. Ceci conduit à mettre l'accent sur l'un des principaux angles morts des recherches sur les usages politiques du passé, celui de ses récepteurs, car les sciences sociales se sont surtout intéressées jusqu'ici aux producteurs, nationaux et locaux, de l'histoire. Or les travaux de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective invitent à analyser les conditions sociales de la production des représentations du passé et à placer la focale au niveau des groupes « intermédiaires », qui agissent particulièrement sur les représentations collectives (Halbwachs, 1950, voir sur ce point Lavabre, Tartakowski, 2006). Est alors réhabilitée « la pesanteur du social » que les recherches en terme d' « invention des tradition » peuvent quelques fois sous-estimer. A cet égard, l'analyse des stratégies mémorielles des institutions ne doit pas faire oublier que le passé s'impose aussi aux agents institutionnels qui en usent, à travers notamment les processus d'institutionnalisation et les schèmes de socialisation dans lesquels ils sont pris.

Références Bibliographiques

- Agrikoliansky, A. (2002), *La Ligue Française des Droits de l'Homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'harmattan.
- Bensa A., Fabre D. (dir.) (2001), *Une histoire à soi*, Paris, Ed. de la MSH.
- Courtois S, Lazar M. (dir.) (1991), *Cinquante ans d'une passion française : de Gaulle et les communistes*, Paris, Balland, 1991.
- Courtois S. (1983), « Luites politiques et élaboration d'une mémoire : le PCF historien du PCF dans la seconde guerre mondiale », *Communisme*, n° 4, pp. 5-26.
- Courtois S., Peschanski D., Rayski A. (1989) *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, rééd. 1994.
- Boswell L. (1998), *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca and London, Cornell University Press.
- Briquet J.-L. (1997), *La Tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, coll. « socio-histoires ».
- Brodiez A. (2006), *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de la FNSP, Collection Histoire.

- Buton F., Mariot N (2006), entrée « Socio-histoire » du Dictionnaire des idées, 2e volume de la collection des « Notionnaires » de l'Encyclopaedia Universalis, p. 731-733.
- Collin C. (1998), *Jeune Combat. Les jeunes Juifs de la MOI dans la Résistance*, Grenoble, PUG.
- Conord F (2003), « L'encre, la pierre et la parole. Les socialistes de l'Allier et leur histoire, 1944-2001 », *Le mouvement social*, n°205 octobre-décembre.
- Desvagues H. (1980), « Les communistes de l'Isère dans la résistance », *Cahiers d'histoire (Université de Clermont-Lyon-Grenoble)*, t. 25, n° 33, pp. 299-327
- Garcia P. (2000), *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, Ed du CNRS.
- Hobsbawm E, Ranger T (1992), *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, rééd. 1996.
- Hastings M. (1991), *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presse Universitaire de Lille.
- Kriegel A. (1985), *Réflexions sur les questions juives*, Paris, Pluriel.
- Kriegel A. (1974), « Les communistes français et leurs juifs », in *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard.
- Halbwachs M. (1950), *La Mémoire collective*, Paris, PUF, rééd. 1997.
- Laferté G (2006), *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*, Paris, coll. « socio-histoire », Belin.
- Lavabre M.-C., Tartakowski D. (2006), « Introduction », in Andrieu C., Lavabre M.-C., Tartakowski D. (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix en Provence, PUP, p. 185-195
- Lavabre M.-C. (1994), *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, PFNSP.
- Lazar M. (1985), « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », *Revue française de science politique*, n° 2, avril, pp. 190-205.
- Lequin Y. (1987), « Mémoire ouvrière, mémoire politique : à propos de quelques enquêtes récentes », *Pouvoirs*, n° 42, 67-72
- Leveratto J.-M., Montebello F. (2001), « Faire l'histoire des hommes du fer », in Bensa A., Fabre D. (dir.), *Une histoire à soi*, Paris, Ed. de la MSH, 45-70
- Matonti F. (2005), *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte.
- Mischi J, (2006), « La Révolution au nom de la tradition: mise en scène historique de l'implantation communiste dans l'Allier », in Crivello M., Garcia P. et Offenstadt N. (dir.), *Concurrences des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, p. 119-129.
- Mischi J. (2004), « Un parti ouvrier en milieu rural », *Etudes Rurales*, n° 171-172, décembre, 135-146.
- Mischi J. (2002), *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse pour le doctorat de science politique, EHESS, 2 tomes.
- Noiriel G. (1986), *Les Ouvriers dans la société française (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Le Seuil, rééd 2002.
- Pennetier C, Pudal B. (dir.) (2002), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin.
- Pigenet M. (2006), « L'Institut CGT d'Histoire sociale (1982-2002) : entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire », in Crivello M., Garcia P. et Offenstadt N. (dir.), *op. cit.*, 241-251.
- Porcu A. (1999), *Aventures et mésaventures d'un franco-sarde atypique*, Épinay-sur-Orge, Édition de la plus haute tour/Digraphe.
- Pudal B. (1989), *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP.

Retière J.-N. (1993), *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan.

Sérézat A (1987), *Ernest Montusès, un écrivain dans le mouvement ouvrier bourbonnais sous la IIIe République*, Nonette, Ed Créer.